

Jugement N°132/19/CJ/SII/TCC
du 18 Juillet 2019

Rôle Général
BJ/TCC/2018/760

REPUBLIQUE DU BENIN
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION II
CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Paterne ADAGBE
(*Me Gilbert HOUEDAN*)

C/

- Aurel DOSSA
- Jacob MONTCHO

OBJET

Païement

Président : Romain KOFFI
Assesseurs : Eric ASSOGBA et Cyprien TOZO
Ministère Public : Mario Elonm METONOU
Greffier : Louis K. HOUNGBO

Débat le 04 juillet 2019 ;

Jugement contradictoire en premier ressort prononcé à
l'audience

Publique du 18 Juillet 2019;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDEUR

Paterne ADAGBE, entrepreneur, de nationalité béninoise,
demeurant et domicilié à Cotonou, carré 1223, quartier
Gbèdjromédé, maison Richard LOKO, Tél : 66 58 73 73 ;

*Assisté de Maître Gilbert HOUEDAN, Avocat au Barreau du
Bénin ;*

D'UNE PART

DEFENDEURS :

-Aurel DOSSA, entrepreneur, de nationalité béninoise,
domicilié au carré 670, Jéricho, commune de Cotonou, Tél :
66 08 28 32 ;

-Jacob MONTCHO Photojournaliste, de nationalité
Béninoise domicilié au carré 681, Dandji Commune de
Cotonou, Tél : 97 64 40 14 ;

D'AUTRE PART
LE TRIBUNAL

*Vu les pièces du dossier ;
Où les parties en leurs prétentions ;
Après en avoir délibéré ;*

Par acte du 29 novembre 2018, Paterne ADAGBE a attiré Aurel DOSSA et Jacob MONTCHO devant le tribunal de commerce de Cotonou, pour obtenir leur condamnation in solidum au paiement de sept millions douze mille cinq cents (7.012.500) francs CFA en principal et cinq millions (5.000.000) francs CFA à titre de dommages et intérêts ;

Il sollicite également l'exécution provisoire sur minute du présent jugement ;

Au soutien de son action, Paterne ADAGBE expose que depuis novembre 2017, il est en relation d'affaires avec Aurel DOSSA et Jacob MONTCHO ;

Qu'ils ont convenu d'un retour sur investissement à son profit de 1.350.000 francs CFA sur un investissement de 600.000 francs CFA ;

Qu'il a investi en tout, 3.450.000 francs CFA ;

Que courant mars 2018, ils lui ont déclaré un bénéfice de 750.000FCFA et ils ont ensemble convenu de l'investir dans une structure de micro finance ;

Que depuis lors, il réclame en vain ses retours sur investissement ;

Que le présent contentieux relève de la compétence de la juridiction commerciale ;

Aurel DOSSA et Jacob MONTCHO soulèvent l'incompétence du tribunal de commerce au motif qu'ils ne sont pas commerçants ;

Ils reconnaissent le principe de créance mais soutiennent que le quantum est de 1.233.333 francs CFA ;

1- SUR LA COMPETENCE

Attendu que selon l'article 51.2 de loi n°2016-15 du 28 juillet 2016 modifiant et complétant la loi n°2001-37 du 27 août 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin, les tribunaux de commerce connaissent des contestations relatives aux actes de commerce entre toutes personnes physiques ou morales ;

Que l'article 3 de l'acte uniforme portant sur le Droit Commercial Général dispose : « *L'acte de commerce par nature est celui par lequel une personne s'entremet dans la circulation des biens qu'elle produit ou achète ou par lequel elle fournit les prestations de service avec l'intention d'en tirer un profit pécuniaire* » ;

Attendu que l'activité de production des champignons mais aussi de sa commercialisation en vue d'en tirer un maximum de profit constitue un acte de commerce ;

Qu'il n'en faut pas plus pour retenir la compétence du tribunal de commerce ;

Qu'il y a lieu de se déclarer compétent ;

2- SUR LA CREANCE EN PRINCIPAL

Attendu que l'examen des pièces du dossier ne permet pas d'établir que Paterné ADAGBE a effectivement investi la somme de trois millions quatre cent cinquante mille (3.450.000) francs CFA dans la relation d'affaires qui le lie à Aurel DOSSA et Jacob MONTCHO ;

Mais attendu que ceux-ci ont reconnu dans leurs écritures, avoir reçu de Paterné ADAGBE la somme de deux millions six cents mille (2.600.000) francs CFA au titre de sa participation à la réalisation de leur projet commun et affirment rester lui devoir la somme de un million deux cent trente-trois mille trois cent trente-trois (1.233.333) francs CFA ;

Que ceux-ci, non plus, n'ont justifié des remboursements qui ont ramené la créance au montant sus indiqué ;

Qu'en l'état, seul le montant de 2.600.000 francs CFA établi au titre de la créance de Paterne ADAGBE ;

3- SUR LES RETOURS SUR INVESTISSEMENT ET LES DOMMAGES-INTERETS

Attendu qu'il est constant que Aurel DOSSA, Jacob MONTCHO et Paterne ADAGBE ont convenu d'un bénéfice de 1.350.000 francs CFA sur un cycle de production de six (06) mois pour un investissement de 600.000 francs CFA ;

Attendu que s'il est établi que Paterne ADAGBE a investi 2.600.000 francs CFA dans l'activité convenue, il est constant que celle-ci n'a pas normalement prospéré ;

Que le tribunal dispose d'éléments d'appréciation suffisante pour fixer les retours sur investissements au profit de Paterne ADAGBE, à la somme de cinq cent mille (500.000) francs CFA ;

Mais attendu que les dommages-intérêts sollicités ne sont pas justifiés ;

Qu'il y a lieu de les rejeter ;

4- SUR L'EXECUTION PROVISOIRE SUR MINUTE

Attendu que l'exécution provisoire peut être accordée en cas d'urgence ;

Que l'exécution sur minute ne peut être octroyée que si le temps nécessaire à l'accomplissement des formalités de délivrance de la grosse risque d'engendrer des préjudices difficilement réparables ;

Attendu que Paterne ADAGBE qui a effectué des investissements dans le projet convenu depuis 2017 n'y a tiré aucun profit ;

Que cette situation suffit à caractériser l'urgence à accorder l'exécution provisoire ;

Mais attendu que l'exécution sur minute sollicitée n'est pas justifiée ;

Qu'il y a lieu de la rejeter ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Se déclare compétent ;
- Condamne Aurel DOSSA et Jacob MONTCHO à rembourser à Paterne ADAGBE la somme de deux millions six cents mille (2.600.000) francs CFA ;
- Les condamne également au paiement de la somme de cinq cent mille (500.000) francs CFA au titre des retours sur investissement au profit de Paterne ADAGBE ;
- Rejette la demande de condamnation à des dommages – intérêts formulée par Paterne ADAGBE ;
- Ordonne l'exécution provisoire à hauteur de moitié des condamnations pécuniaires prononcées ;
- Dit n'y avoir lieu à exécution sur minute ;
- Condamne Aurel DOSSA et Jacob MONTCHO aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT